

moyens massifs. L'aide canadienne s'est limitée essentiellement à une contribution de 3 millions de dollars à la Banque mondiale pour répondre aux besoins les plus pressants, et à divers secours humanitaires.

Le Canada a accru son aide au développement de la Tanzanie afin d'aider ce pays à faire face à ses problèmes économiques. Le président Nyerere est demeuré au pouvoir après les élections tenues en octobre.

Sur le plan politique, le Kenya a continué de s'adapter normalement à l'ère post-Kenyatta, mais il connaît de plus en plus de difficultés économiques à cause de la diminution des prix des produits de base et de l'augmentation de ceux du pétrole. Le Kenya et la Tanzanie restent deux des principaux pays de concentration de l'aide canadienne au développement en Afrique.

La Corne de l'Afrique est restée en proie aux tensions. Les combats dans l'Ogaden n'ont fait qu'exacerber les problèmes provoqués par la sécheresse. Fuyant les combats et la sécheresse, les réfugiés, dont le nombre atteindrait 1,3 million, ont imposé un fardeau supplémentaire à l'économie somalienne déjà fragile. Leur sort a cependant ému la communauté internationale. Le Canada, pour sa part, a versé 3 millions de dollars en aide alimentaire d'urgence, ainsi que d'autres contributions acheminées par le biais d'organisations canadiennes et internationales.

Avec l'aide de l'Union soviétique et de Cuba, l'Éthiopie semble avoir progressé dans son action contre les mouvements insurrectionnels en Érythrée et dans l'Ogaden. Le Canada a poursuivi ses efforts afin d'aider les victimes de la sécheresse dans le sud du pays par un vaste programme d'exploration pour trouver des sources d'eau fiables.

Le président William Tolbert du Liberia a été tué le 12 avril lorsqu'un petit groupe de soldats a pris le palais présidentiel d'assaut. L'adjudant-chef Samuel Doe est devenu chef de l'État et président du Conseil populaire de rédemption composé uniquement de militaires. Il a entrepris de régler les problèmes économiques du pays en sabrant dans les dépenses du gouvernement.

Seulement trois mois après que le Ghana eut renoué avec l'administration civile, le président Limann inaugurait l'année en informant son Parlement de la position précaire de l'économie et en lançant un appel en faveur d'un programme de redressement et de réorientation. Le gouvernement nourrissait l'espoir qu'une reprise de l'exploitation des gîtes aurifères, avec l'injection de capitaux étrangers, procurerait au pays une nouvelle source de revenus considérables. Par suite de la découverte de nouveaux gisements, la prospection pétrolière offshore a suscité un intérêt accru. L'aide considérable accordée au Ghana par le Canada a contribué à resserrer encore plus les liens étroits et chaleureux qui unissent les deux pays.

Élu à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le président Siaka Stevens du Sierra Leone a été l'hôte de l'assemblée annuelle de l'Organisation. Le Sierra Leone a continué à affronter ses problèmes économiques grâce à l'aide

du FMI et aux devises étrangères que lui procurent ses exportations de diamants, de café et de cacao.

Au Nigeria, le gouvernement civil nouvellement élu s'est attelé à la tâche complexe d'administrer un pays immense et diversifié, dans le cadre d'une nouvelle constitution fédérale où le pouvoir exécutif relève de la présidence, et le pouvoir législatif, de deux chambres. Comme ses prédécesseurs, le nouveau gouvernement nigérian s'est intéressé d'abord et avant tout aux affaires africaines, et il a participé à la recherche d'une solution au problème namibien et à la crise au Tchad qui va en s'aggravant. Les relations bilatérales entre le Canada et le Nigeria ont pris un nouvel essor, au fur et à mesure que les législateurs et les administrateurs nigériens renouaient avec le pouvoir civil, se montrant empressés de profiter de l'expérience de leurs homologues canadiens. Le nombre des visites et des échanges officiels et officieux entre les deux pays a sensiblement augmenté. À la fin de l'année, le premier ministre Trudeau projetait un voyage au Nigeria; c'est la première fois qu'il se rendra à titre de chef de gouvernement dans un pays de l'Afrique sub-saharienne.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est demeuré une région vulnérable aux tensions. Notons cependant que les relations entre l'Égypte et Israël, deux grands adversaires historiques, se sont améliorées au fur et à mesure de la mise en application du processus de normalisation prévu dans le traité de paix signé en mars 1979. Les relations politiques et économiques qu'entretient le Canada avec plusieurs pays de cette partie du monde ont connu un développement satisfaisant.

Avec la participation active des États-Unis, l'Égypte et Israël ont poursuivi pendant une bonne partie de l'année leurs négociations sur l'autonomie éventuelle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, territoires occupés par Israël, mais ils n'ont pu en arriver à une entente. Le rythme des négociations s'est considérablement ralenti en raison de l'approche des élections présidentielles américaines et du climat d'incertitude politique qu'a fait naître la perspective d'élections anticipées en Israël.

Le 13 juin, les dirigeants de la Communauté européenne publiaient une déclaration conjointe sur le Moyen-Orient, qui faisait notamment le point sur les négociations entamées par suite des ententes signées par l'Égypte et Israël en mars 1979. La déclaration de Venise marquait la première fois que la Communauté, dans son ensemble, se prononçait en faveur de « l'autodétermination » du peuple palestinien dans le cadre d'un accord de paix global, ainsi que de « la participation de l'Organisation de libération de la Palestine aux négociations ». Les signataires de la Déclaration demandaient également que des contacts soient établis avec toutes les parties en cause. C'est dans cette optique que le premier ministre du Luxembourg (appelé à assumer à son tour la présidence de la Communauté) a effectué à l'automne une tournée d'enquête au Moyen-Orient.

Le Canada a continué d'appuyer fortement la résolution 242 du Conseil de sécurité ainsi que le processus de paix en cours.